

Curriculum vitae destiné aux candidats à l'élection de juge à la Cour européenne des droits de l'homme

I. Etat civil

Nom, prénom - Oxana Preobrazhenska (nom de jeune fille - [REDACTED])

Sexe - féminin

Date et lieu de naissance - [REDACTED] (USSR)

Nationalité(s) - ukrainienne

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

Licence des transports et de l'économie, Faculté de droit, Master 1 en droit et jurisprudence (Dniepropetrovsk, 2001)

Enseignement juridique supérieur, Master 2 en droit, Nouvel Institut de droit de Moscou (Moscou, 2004)

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

Je possède plus de 20 ans d'expérience professionnelle en tant que juriste en droits de l'homme au sein des organisations non gouvernementales, tout au long de mon parcours professionnel je me suis consacrée exclusivement aux affaires portant sur des violations des droits de l'homme.

Depuis 2014 et jusqu'à aujourd'hui, je suis membre fondatrice et expert juridique du Centre Ukrainien de la protection internationale basé à Dnipro (Ukraine). Il s'agit d'une ONG spécialisée dans la défense des intérêts des individus devant les organes judiciaires internationaux. A partir de l'année 2001 jusqu'à présent, j'exerce la profession de juriste au sein du Centre d'aide à la protection internationale basé à Moscou (Russie). Par ailleurs, à partir de 2008 jusqu'à présent je travaille en tant qu'expert juridique de l'association Centre de la protection internationale basé à Strasbourg (France) qui est une ONG spécialisée dans la protection des droits de l'homme devant les organes judiciaires internationaux, depuis le mois d'avril 2017, j'occupe le poste de directrice adjointe administrative de ce Centre.

J'ai débuté ma carrière en 2001 en tant qu'employée d'une des plus anciennes organisations russes de la protection des droits de l'homme - Centre d'aide à la protection internationale. Mon activité au sein du Centre était centrée sur la rédaction des réponses aux lettres des

détenus concernant des cas de torture, décès en garde à vue, les droits à un procès équitable, les conditions de détention, l'extradition.

Avec la réception des premières réponses à mes lettres de la part des détenus après un mois de travail, j'ai su quel métier je voulais exercer. Dès lors en automne 2001, j'ai envoyé ma première réponse aux observations déposées par le gouvernement défendeur avec l'appui de la célèbre avocate, M<sup>e</sup> Karinna Moskalenko (affaire *Babushkin contre Russie*, requête N° 67253/01), puis par la suite je représentais les intérêts des détenus et autres citoyens dans diverses régions et pays, la protection des droits de l'homme est devenue mon travail quotidien.

Avec le temps, le champ des requêtes devant la Cour Européenne s'est considérablement élargi, allant des affaires sur les conditions de détention en passant par la protection du droit de la propriété, ainsi que le droit de vote, le droit au respect de la vie privée et familiale jusqu'à la liberté d'expression, la liberté d'association et autres droits garantis par la Convention.

#### *b. Description des activités juridiques non judiciaires*

##### Formation aux droits de l'homme

Depuis 2004, j'exerce le métier de professeur et tuteur pour :

- Groupe de défense des droits de l'homme de Kharkiv (en avril 2011) ;
- Ordre des avocats de la région de Dniepropetrovsk (annuellement depuis 2014) ;
- Des programmes éducatifs du Centre de la protection internationale (formation "La protection européenne des droits de l'homme" de 2003 à 2015 et la formation « Protection des militants et des journalistes de 2015 à 2018) ;
- Centre de la Protection Internationale (la formation : « Formation des militants des pays post-soviétiques au droit international des droits de l'homme » 2007-2018, ainsi que dans la formation : « Renforcer les compétences et les connaissances des avocats russes du secteur privé en matière de droit international des droits de l'homme » à partir de 2019 jusqu'à présent) ;
- Mouvement « Pour les droits de l'homme » et l'Université Internationale de Moscou (« Formation et séminaires sur la protection des droits de l'homme devant la Cour Européenne » de 2015 à 2017) ;
- Commission internationale des juristes (Genève, Suisse) - novembre 2012, mai 2017 – cours sur le système de fonctionnement du Comité des droits de l'homme des Nations Unies pour les avocats de l'Asie Centrale ;

- HCDH ONU Asie Centrale – cours pour les avocats du Kirghizstan (mars 2018 et mai 2019) et de l'Ouzbékistan (décembre 2020) ;
- Réseau des maisons des droits de l'homme (« International Law for the Protection of the Public Interest » - ILIA, formations individuelles en présentiel, développement méthodologique sur les articles 3 de la CEDH/7 du PIDCP, 5 de la CEDH/9 du PIDCP et 6 de la CEDH/14 du PIDCP de 2010 à 2020) ;
- Ordre des Avocats d'Arménie et OSF Arménie – Séminaires sur « La protection européenne des droits de l'homme » à partir de 2011.

#### *c. Description des activités professionnelles non juridiques*

Néant.

#### IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

Depuis de 2001 jusqu'à ce jour, je représente les intérêts des requérants devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Dans mon expérience professionnelle il y a plus de 160 arrêts et décisions de la Cour européenne des droits de l'homme. D'autre part, plus de 150 affaires se trouvent au stade de la communication devant la Cour et sont en attente d'un jugement.

J'ai également plaidé devant la Grande Chambre de la Cour européenne dans les affaires suivantes : *Khoroshenko c. Russie* (requête № 41418/04) ([https://www.echr.coe.int/Pages/home.aspx?p=hearings&w=4141804\\_03092014&language=lang](https://www.echr.coe.int/Pages/home.aspx?p=hearings&w=4141804_03092014&language=lang)) ; *Sakhnovskiy c. Russie* (requête № 21272/03) et *Idalov c. Russie* (requête № 5826/03).

J'ai représenté les requérants dans les affaires phares suivants :

- Affaire *Kadura et Smaliy c. Ukraine* (requête № 42753/14 et 43860/14), la décision de la Cour concernait les violations des droits des participants à « l'Euromaïdan » en 2013 – 2014 ;
- Affaire *Lopata et autres c. Ukraine* (requête № 84210/17 et 23 autres requérants, dont 10 requérants les intérêts desquelles j'ai représenté), où la Cour a constaté la violation de l'article 3 de la Convention en raison de l'absence dans la législation nationale de la possibilité de faire une demande de libération conditionnelle pour les personnes condamnées à la réclusion à perpétuité.
- Affaire *Zayev c. Russie* (requête № 36552/05), dans laquelle la Cour a élargi son analyse des standards d'une enquête effective concernant les plaintes pour torture déposées contre les forces de l'ordre ;

- Affaire *A.H. et autres c. Russie*, dans laquelle la Cour a constaté la violation du droit à la vie familiale en raison de l'interdiction aux citoyens des EU d'adopter les enfants orphelins en Russie ;
- Affaire *Izmaylov c. Russie* (requête № 30352/03), dans laquelle la Cour a reconnu la violation du droit à la propriété d'un détenu contrebandier condamné en raison d'une mauvaise interprétation de la loi par les tribunaux nationaux ;
- Affaire *Grebneva et Alisimchik c. Russie* (requête № 8918/05), dans laquelle la Cour a défendu les droits des journalistes ayant publié un certain nombre d'articles satiriques concernant le travail des autorités pendant les élections ;
- Autres affaires.

Également, j'ai été la représentante du requérant dans l'arrêt « pilote » *Ananyev et Autres c. Russie* (requêtes № 42525/07 et № 60800/08), grâce à cet arrêt des changements majeurs ont été apportés dans le système d'organisation des conditions de détention dans la Fédération de Russie de plus au fil du temps, un nouveau recours compensatoire a vu le jour. Poursuivant mon travail dans ce sens, dans l'affaire *Khoroshenko c. Russie* précitée, comparaisant devant la Grande Chambre de la Cour, j'ai soulevé la question de la nécessité d'organiser des visites familiales pour les personnes condamnées à la réclusion à perpétuité, qui étaient essentiellement interdites par la loi. La victoire dans cette affaire a conduit le législateur à modifier les articles pertinents de la loi.

#### V. Activités publiques

##### a. Postes dans la fonction publique

Néant.

##### b. Mandats électifs

De 2006 à 2016, élue au poste de directrice du Centre d'aide à la protection internationale (Moscou, Russie).

De juin 2012 au mois d'avril 2017, nommée au poste de directrice du Centre de la protection internationale (Strasbourg, France).

##### c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Néant.

#### VI. Autres activités

Néant.

#### VII. Travaux et publications

Je n'ai pas eu l'opportunité de rédiger des travaux scientifiques, toutefois je possède des travaux pour l'enseignement des cours en ligne (cf. ci-dessus « Formation aux droits de l'homme »), ainsi que des publications pour les médias.

<http://www.site101.mir915bcf08b.comcb.info/material.php?id=50B5E41649937> ,  
<https://hro.org/node/14686>, <https://echrnavigator.ru/home/tpost/iulpvakboy-vebinar-kak-poluchit-kompensatsiyu-za-u> , <https://www.advgazeta.ru/novosti/espch-prisudil-20-tys-evro-zaklyuchennomu-postradavshemu-pri-popytke-pobega-drugikh-lits/>

#### VIII. Langues

Langue	Lu			Écrit			Parlé		
	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien	très bien	bien	assez bien
<b>a. Première langue:</b>									
- Russe	v			v			v		
- Ukrainien	v			v			v		
<b>b. Langues officielles:</b>									
– anglais		v				v			v
– français	v			v			v		
<b>c. Autres langues:</b>									
.....									
.....									

IX. Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élu(e) juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat.

Résidant en France depuis le 2007, je perfectionne constamment mes connaissances dans la langue française, néanmoins je confirme mon intérêt dans le suivi des cours intensifs d'anglais et de français en amont et, si nécessaire, également au début de mon mandat dans le cas où je serai élue juge à la Cour.

#### X. Autres éléments pertinents

Prix

Lauréat du prix « Pour la contribution à l'éducation des droits de l'Homme » par le Groupe d'Helsinki Moscou, 2013.

Etat familiale

Mariée ; deux fils de cinq et trois ans.

XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg au cas où vous seriez élu(e) juge à la Cour.

Calendrier indicatif concernant l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme

Actuellement, j'habite de manière permanente dans la ville de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le 18 mars 2021



Oxana Preobrazhenska

Конкурсній комісії  
із добору кандидатів  
для обрання суддею  
Європейського суду з прав людини  
від України

Мотиваційний лист Преображенської Оксани Володимирівни.

Шановні члени конкурсної комісії!

Маючи практичний досвід більш ніж двадцять років в області захисту прав людини, зокрема, шляхом представлення інтересів громадян і організацій в Європейському Суді з прав людини, а також широкої викладацької діяльності в сфері застосування Конвенції, я завжди ставила на перше місце правозахисну діяльність, оскільки прекрасно уявляю собі, що за будь-яким зверненням, скаргою чи справою насамперед знаходиться якщо не доля людини, то, як мінімум, його життєва проблема, а також глобальна мета - можлива системна, ключова проблема країни, котра потребує «лікування», яке в змозі надати саме Європейський Суд.

За роки моєї роботи в правозахисній області Європейський Суд виніс більше 160 постанов, в яких я була представником заявників. Таким чином, я розумію з власного досвіду, що це не тільки унікальний механізм індивідуальних звернень і рішень приватних проблем, а й дієвий інструмент для зміни адміністративної та судової практики в державі в цілому в бік їх якісного поліпшення. Першою «ластівкою» в розумінні цього саме на практиці стало пілотне рішення у справі "Анан'їв та інші проти Росії" (скарги № 42525/07 та № 60800/08), інтереси якого мені пощастило представляти ще в 5 різних успішних скаргах в Суді. Саме завдяки цій постанові в системі організації умов утримання ув'язнених в Російській Федерації відбулися істотні зміни, а з часом з'явився новий компенсаторний засіб. Продовжуючи працювати в цьому напрямку в справі «Хорошенко проти Росії» (скарга № 41418/04), виступаючи перед Великою палатою Суду, я піднімала питання про необхідність організації побачень з родичами для осіб, засуджених до довічного позбавлення волі, які були по суті заборонені законодавчо. Перемога в цій справі привела до внесення змін законодавцем до відповідних статей закону. У цій справі були підняті і інші питання, пов'язані з проблемою адаптації засуджених до довічного позбавлення волі, їх ресоціалізації, і подальшого можливого звільнення в принципі. Справа «Хорошенко» безумовно з часом вплинула на постанову Європейського Суду по групі справ «Петухов № 2 проти України» (скарга № 41216/13), в цій справі в березні 2019 року Суд констатував порушення статті 3 Конвенції у зв'язку з відсутністю в Україні законодавчої можливості для осіб, які відбувають довічний термін, клопотати про умовно-дострокове звільнення. У 2018-2020 роках я подала близько 15 аналогічних скарг в інтересах осіб, які відбувають довічний термін і вже відносно 12 з них Суд виніс позитивні постанови. І тільки в лютому 2021 року влада України надала Суду низку відповідних проектів поправок до законодавства, які покликані допомогти вирішити проблему неспіжаємості терміну для осіб, взятих довічно.

Я народилася в Україні і продовжую залишатися українкою, з моєю батьківщиною у мене залишаються тісні зв'язки і будь-які події, які відбуваються в країні для мене завжди чутливі. У цій країні живуть мої найближчі рідні, мої друзі, колеги, однодумці, там будуть жити мої діти, і мені не байдуже, в якій державі ми будемо жити далі. На жаль, в сучасних реаліях, не дивлячись на спроби провести численні реформи, включаючи судову,



в країні продовжують існувати структурні проблеми викликані недосконалим законодавством або його застосуванням.

Працюючи над справами і скаргами проти України, а по суті за Україну, можна побачити її внутрішні проблеми, які в більшості своїй схожі з тими ж проблемами, які розглядаються Судом у справах проти інших країн. Мені цілком очевидні правова непослідовність, вибірковість національного правосуддя, бюрократизм і відвертий нігілізм в сфері дотримання прав і свобод людини в діяльності судів та правоохоронних органів. Готуючи скарги до Європейського Суду, я бачу, скільки «списів зламано» стороною захисту в судах при спробах попередити факти практично автоматичних арештів обвинуваченим у кримінальних справах, продовжень строків тримання під вартою і - відмінна риса України - встановлення судами астрономічних сум застав. Це ті типові порушення Конвенції, які допускаються українськими судами день у день і з року в рік.

Після зміни кримінально-процесуального кодексу, Україна з інквізиційної системи переслідування, яка фактично заохочувала тортури з метою отримання зізнань, перейшла в змагальну модель правосуддя. Проте, яким би не було якісним законодавство, останнє слово залишається за правозастосовувачами. На жаль, залишаються як і раніше актуальними порушення права на захист, дотримання принципу презумпції невинуватості і права на справедливий судовий розгляд, відсутність балансу при втручанні у власність, наприклад, у випадках накладення арешту при розгляді кримінальних справ корупційної спрямованості, незаконні обшуки та інше.

За останні роки постанови, винесені Європейським судом щодо України, виявили ряд системних проблем, які потребують якнайшвидшого виправлення; і в цих справах або в справах аналогічних є і мої довірителі: Бурмич і інші (Скарги № 46852/13 та ін.) - проблема невиконання рішень національного суду; Сукачов (скарга № 14057/17), - проблема неналежні умови утримання в місцях позбавлення волі; Грубник (Скарга № 58444/15) - ряд проблем, пов'язаних із затриманням та позбавленням волі до вироку суду тощо. Окремою лінією в світі незалежного судочинства та його якості, а також гарантій незалежності суддів проходять важливі судові рішення Великої палати Суду у справах Олександр Волков (Скарга № 21722/11) і Денисов (скарга № 76639/11). Недавні рішення Суду в так званих справах «Євромайдана», в яких інтереси одного із заявників я представляла, демонструють нетерпимість Суду і Конвенції до порушень прав людини, допущених на догоду миттєвого бажання влади.

Я бачу на практиці, що використання позиції Європейського Суду суттєво збагачує правозахисний арсенал, а рейтинг Суду знаходиться на найвищому рівні, що підтверджується великою кількістю скарг від України і, одночасно, означає неможливість держави поки що впоратися з потоком порушень прав людини в різних сферах.

Я впевнена, що зможу гідно виконати свою місію в якості Судді Європейського Суду, оскільки як практик, знаю і розумію внутрішні проблеми країни, це допоможе мені пояснити Суддям з інших країн особливості української системи, щоб спільно знайти оптимальні шляхи і допомогти Україні зробити свою правову систему цілком відповідною європейським стандартам і бути дійсно правовою, незалежною, сильною державою, в якій люди довіряють представникам влади і судам.

З повагою,

Оксана Преображенська

